



**Déclaration liminaire – CTSD du 20 février 2023**  
**Intervention de Karen Ansberque pour l'UNSA Éducation**

Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale,  
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Ce CTSD, est celui où sont communiquées publiquement les dotations en emplois pour la rentrée 2023.

L'UNSA Education, dans ce cadre, vous alerte solennellement sur la situation d'extrême fragilité du premier service public de l'Etat, dans un contexte de crises plurielles dont les effets s'ajoutent et se cumulent. Force est de constater qu'en l'absence de prise en compte des alertes successives et répétées de notre organisation, l'Exécutif se refuse à prendre des mesures en rapport avec la situation.

Il est urgent de donner à l'École publique les moyens des ambitions affichées sinon notre système éducatif ne résistera pas aux crises et à leurs conséquences, ni à la compétition avec les autres secteurs publics et privés en matière d'attractivité de nos métiers.

A ceci s'ajoutent d'autres problématiques qui obèrent la capacité de notre École à être à la hauteur des besoins de notre société. L'UNSA Education dénonce l'absence de volonté politique d'investissement fort dans l'École.

Nous connaissons tous l'argumentation du ministre sur la progression nominale du budget de l'Éducation. Pourtant en euros constants, si l'on observe la dépense intérieure d'éducation, c'est le constat d'un recul de l'investissement qui est fait. La preuve en est la diminution du budget de l'Éducation nationale de plus d'un point du PIB par rapport à 1995.

Cette situation aura des conséquences durables.

L'épuisement professionnel nourrit un mal-être désormais bien ancré et partagé par tous les personnels qu'ils soient enseignantes et enseignants, CPE, PsyEN, directrices et directeurs délégués aux formations professionnelles et technologiques, AED, AESH, assistantes et assistants de services sociaux, infirmiers et infirmières, médecins d'éducation nationale, personnels administratifs, de direction et d'inspection, personnels techniques de l'éducation nationale, ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation, stagiaires ou formateurs.

A tous les niveaux la multiplication des tâches demandées sans les moyens, ni le temps et la visibilité pour leur donner du sens met chacune et chacun dans l'impossibilité d'éprouver la satisfaction d'une mission bien accomplie. La conscience professionnelle est mise à l'épreuve par l'écart entre ce qui est affiché, avec une succession de réformes, de créations de dispositifs ou de référents et ce qu'il est possible de faire réellement. Cela est insupportable aux personnels et cet écart chronique est source de souffrance.

La crise de l'attractivité, c'est à dire des recrutements mais aussi de l'envie de rester, est en train de devenir un problème majeur. Les conditions de vie au travail sont sérieusement dégradées, le sens de nos métiers – notre moteur – s'en trouve percuté. Je ne pourrai pas m'empêcher d'évoquer l'annonce du 12 janvier faite par notre ministre. L'année prochaine, nos élèves de 6<sup>ème</sup> n'auront plus de Technologie. Cette annonce faite alors que nous étions à quelques jours de l'arrivée des Dotations Horaires Globales dans les établissements c'est-à-dire au moment le plus calme et serein. Autant dire que cette annonce a glissé comme un joueur de water-polo qui peine à rester en surface ! L'Education Nationale n'est plus attractive et la Technologie est une des matières en mal de recrutement... Il est évident qu'avec cette annonce, la Technologie va devenir la matière à la mode que tout le monde va vouloir enseigner maintenant ! C'est bien connu... tout ce qui est rare est précieux... Donc je vous conseil d'adopter un professeur de Technologie, dans 5 ans ça vaudra un Picasso ! Le ministre nous annonce donc 1h de consolidation/approfondissement en français et mathématiques évinçant ainsi la technologie. Les groupes de besoin se feront à partir des résultats des évaluations nationales. Les annonces précisent aussi que les PE

pourront intervenir sur ces heures sur la base du volontariat. Je comprends donc les élèves arrivent de l'école primaire avec un niveau insuffisant en Maths et en Français donc notre ministre estime que les Professeurs des Ecoles n'ont pas fait leur travail correctement. Ce sont les moyens attribués au 2<sup>nd</sup> degré qui vont compenser les manques de moyens du 1<sup>er</sup> degré. C'est vrai... pourquoi ne pas mettre réellement les moyens dans le 1<sup>er</sup> degré pour dédoubler tous les niveaux ou baisser le nombre d'élèves par classe et donner ainsi les moyens aux enseignants d'accorder plus de temps à chacun de leurs élèves ? Ou alors, pourquoi ne pas baisser le nombre d'élèves par classe au collège pour qu'une vraie remédiation puisse être apportée en maths et en français ... et laisser la Technologie au programme pour permettre à tous ces élèves dont le parcours scolaire est difficile de briller et d'être valoriser par d'autres moyens.

Ne serait-ce pas comme ça que l'on pourrait faire de notre école une école inclusive qui prend en compte tous les élèves et chacun des élèves ?

En parlant, de l'école inclusive, l'Unsa Education demande l'ouverture, d'ITEP, d'IME et de SESSAD pour répondre à la demande de besoins spécifiques.

Les progressions des rémunérations des années précédentes pour certains personnels sont déjà absorbées par l'inflation et laisseront les autres dans une dégradation considérable de leur pouvoir d'achat.

Il a régulièrement été dit que l'Education nationale avait longtemps privilégié le choix du nombre de postes à celui des rémunérations, comme s'il fallait choisir entre être justement payé pour faire son métier et avoir les moyens de bien le faire.

Nous savons que les moyens prévus au budget 2023, ne sont pas à la hauteur des ambitions. Dans le premier degré, la dotation prévue et l'absence de programmation ne pourront pas satisfaire, par exemple, les besoins en personnels spécialisés pour la prévention et le traitement de la grande difficulté scolaire ou des troubles du comportement. Notre département a le P/E le plus faible de l'académie alors que nous perdons le moins d'élèves. Pour notre département cela se traduira par 0 postes. Une carte scolaire difficile où il faudra gérer la pénurie.

L'UNSA Education alerte sur l'asphyxie d'une école publique pourtant centrale dans la résilience et le rebond d'une société minée par le pessimisme et les fractures.

Je vous remercie de votre attention.